

Lâ??UE se met du cÃ´tÃ© dâ??IsraÃ«l contre ses propres Etats membres

Description

Par Ali Abunimah, le 19 juillet 2022



A JÃ©rusalem le mois dernier, la prÃ©sidente de la Commission europÃ©enne, Ursula von der Leyen, Ã gauche, avec Yair Lapid, qui est maintenant le Premier ministre dâ??IsraÃ«l. Peu importe quels crimes commet IsraÃ«l, lâ??UE continue Ã accroÃ®tre ses rÃ©compenses Ã Tel Aviv (Maya Alleruzzo Pool-SIPA)

Lâ??Union europÃ©enne est-elle plus loyale Ã IsraÃ«l quâ??Ã ses propres Etats membres ? Cela y ressemble certainement.

Plus tÃ´t ce mois-ci, neuf gouvernements europÃ©ens ont finalement dÃ©clarÃ© que les dÃ©signations par IsraÃ«l de six groupes palestiniens des droits humains hautement respectÃ©s comme Ã« organisations terroristes Ã» Ã©taient des conneries.

Cette [dÃ©signation en octobre](#) faisait partie de la campagne de longue date dâ??IsraÃ«l pour criminaliser, saboter et refuser des fonds Ã quiconque essaie de lui faire rendre des comptes pour ses crimes contre les Palestiniens.

Ã« Aucune information substantielle nâ??a Ã©tÃ© reÃ§ue de la part dâ??IsraÃ«l qui justifierait de rÃ©viser notre politique Ã» envers ces six groupes, a dit le 12 juillet [la dÃ©claration commune](#) de la Belgique, du Danemark, de la France, de lâ??Allemagne, de lâ??Irlande, de lâ??Italie, des Pays-Bas, de lâ??Espagne et de la SuÃ¨de.

Ã« En lâ??absence de ces preuves, nous continuerons notre coopÃ©ration et notre solide soutien Ã la sociÃ©tÃ© civile dans les territoires palestiniens occupÃ©s Ã», ont-ils ajoutÃ©.

https://twitter.com/SweMFA/status/1546872062622449666?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etwabunimah%2Feu-sides-israel-against-its-own-member-states

*DÃ©claration commune par les ministres des Affaires Ã©trangÃ©res de Belgique, du Danemark, de France, dâ??Allemagne, dâ??Irlande, dâ??Italie, des Pays-Bas, dâ??Espagne et de SuÃ¨de â?? Ministre suÃ©dois des Affaires Ã©trangÃ©res (@SweMFA)
[12 juillet 2022](#)*

Plusieurs des groupes cibÃ©s par IsraÃ«l reÃ§oivent des subventions directement de ces gouvernements ainsi que de la bureaucratie centrale de lâ??UE Ã Bruxelles.

Trois d'entre eux à savoir Addameer, Al-Haq, et Défense des Enfants International-Palestine ont [coopéré à l'arrestation](#) à l'initiative de la Cour pénale internationale sur des crimes de guerres en Cisjordanie et à Gaza.

Donc dès que la déclaration des neuf gouvernements a été rendue publique, j'ai écrit à Peter Stano, le porte-parole pour les Affaires étrangères de l'UE, pour lui demander si Bruxelles l'entendait.

Plus d'une semaine plus tard et malgré deux relances Stano, qui est très actif d'habitude, n'a pas envoyé de réponse.

Je ne peux donner d'autre signification à ce silence que le fait que la bureaucratie de l'UE (qui ne rend de comptes à personne) désapprouve ses propres Etats membres et a sa propre approche radicale pro-Israël.

De fait, Bruxelles est du côté de Tel Aviv contre les gouvernements de l'UE qui aient finalement assez exaspérés par les diffamations et les mensonges d'Israël pour le dire publiquement.

Même sans réponse de Stano, la preuve de cela est assez claire.

The Electronic Intifada a [révélé](#) en octobre qu'Israël avait donné à l'UE une notification préalable de son intention de désigner les groupes palestiniens comme « terroristes », mais que Bruxelles avait cherché à la repousser ou même à la communiquer à ses propres Etats membres.

A l'époque, Stano avait reconnu que l'UE avait besoin de « plus d'information concernant le motif de ces désignations » à admettant ainsi qu'Israël ne lui avait pas fourni de preuves réelles.

Suspension « illégitime »

Le mois dernier, Al-Haq a [réussi](#) dans sa requête à la Commission européenne à lever la suspension de son financement pour un des projets de l'organisation de défense des droits humains sponsorisés par l'UE.

Al-Haq a dit que cette « suspension honteuse » avait été « illégitime depuis le début et basée sur la propagande et la désinformation israéliennes ».

Une lettre de l'UE a confirmé qu'OLAF, l'unité anti-fraude du bloc, avait « conclu qu'il n'y avait aucun soupçon d'irrégularités et/ou de fraude affectant les financements de l'UE » donnés à Al-Haq.

Al-Haq a blâmé [Olivier Vahryly](#), un responsable de haut rang non élu de l'UE, pour la suspension, affirmant qu'elle était « destinée à donner au gouvernement israélien une propulsion dans ses tentatives pour perturber et diffamer la société civile palestinienne et réprimer les voix des organisations palestiniennes des droits humains et de leurs défenseurs ».

Várhelyi a aussi responsable de la suspension de lâ??aide de lâ??UE aux Palestiniens, y compris des financements destinÃ©s Ã payer des [traitements vitaux](#) pour des patients palestiniens atteints de cancer.

Cette aide a Ã©tÃ© [dÃ©bloquÃ©e](#) le mois dernier, juste avant que la prÃ©sidente de la Commission europÃ©enne Ursula von der Leyen ne voyage en IsraÃ«l et en Cisjordanie occupÃ©e, oÃ¹ elle a passÃ© [la majeure partie de son temps Ã courtoiser Tel Aviv](#).

EU revitalise un forum Ã haut niveau avec IsraÃ«l

Mais quels que puissent Ãatre les dÃ©saccords entre les Etats membres de lâ??UE Ã propos des six organisations, cela nÃªa pas entamÃ© leur unanimitÃ© quand il sÃªagit de donner Ã IsraÃ«l des rÃ©compenses inconditionnelles pour ses crimes contre le peuple palestinien.

Lundi, les 27 ministres des Affaires ÃtrangÃ¨res du bloc [ont dÃ©cidÃ© de reprendre](#) les rÃ©unions du Conseil dÃ²association EU-IsraÃ«l.

Ce forum Ã haut niveau ne sÃªest pas rÃ©uni pendant une dÃ©cennie, au grand mÃ©contentement dÃ²IsraÃ«l et de son lobby.

Les ministres Ã« ont acceptÃ© de reprendre les rÃ©unions et de commencer Ã travailler pour dÃ©terminer la position de lâ??UE Ã«, selon un communiquÃ© de Bruxelles.

Ã« La position de lâ??UE dans le Processus [de paix] au Moyen-Orient nÃªa pas changÃ© depuis les conclusions du Conseil en 2016 soutenant la solution Ã deux Etats Ã«, remarque la dÃ©claration.

Si lâ??UE a maintenu son soutien verbal Ã la moribonde Ã« solution Ã deux Etats Ã«, elle continue Ã rÃ©compenser et Ã stimuler la violente colonisation par IsraÃ«l des terres palestiniennse occupÃ©es, niant le concept dÃ²un Etat palestinien indÃ©pendant.

La rÃ©action de VÃ¡rhelyi Ã la dÃ©cision de lundi souligne quÃ²il nÃªy a aucune raison de sÃªattendre Ã un quelconque changement.

https://twitter.com/OliverVarhelyi/status/1549079357481783296?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%26abunimah%2Feu-sides-israel-against-its-own-member-states

Je salue la dÃ©cision [#FAC](#) aujourdÃ²hui de rÃ©unir finalement le Conseil dÃ²association UE-IsraÃ«l. La Commission europÃ©enne est fermement engagÃ©e dans un programme positif de relations bilatÃ©rales. Besoin aussi de saisir lâ??opportunitÃ© de la normalisation des relations entre [#Israel](#) & plusieurs pays arabes Ã² Oliver Varhelyi (@OliverVarhelyi) [18 juillet 2022](#)

Il salue la reprise du forum de haut-niveau en tant que signe supplÃ©mentaire que lâ?? UE est Ã« fermement engagÃ©e Ã« dans une relation avec IsraÃ«l et il a exhortÃ© le bloc Ã Ã« saisir lâ??opportunitÃ© de la normalisation des relations entre IsraÃ«l et plusieurs pays arabes Ã«.

Dimiter Tzantchev, lâ??ambassadeur de lâ??UE Ã Tel Aviv, [a affirmÃ©](#) que le Conseil dÃ²association UE-IsraÃ«l Ã« devrait nous permettre de nous impliquer avec nos partenaires israÃ©liens et de rÃ©flÃ©chir sur le Processus de paix au Moyen-Orient et le rÃ©le quÃ²y a lâ??UE Ã«.

Les termes vagues de Tzantchev étaient sans aucun doute soigneusement élaborés pour donner l'impression que cette flagrante récompense à Israël avancerait dans une certaine façon le processus de paix est mort depuis longtemps, tout en n'offrant absolument aucun engagement concret de la part de Bruxelles pour faire avancer les droits palestiniens.

https://twitter.com/HagaiElAd/status/1549323761849171968?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Ffeu-sides-israel-against-its-own-member-states
*Que cela soit excusé en invoquant un inexistant « Processus de paix au Moyen-Orient » dit tout ce que vous avez besoin de savoir sur les vraies raisons pour lesquelles l'UE plie l'échine à Hagai El-Ad x?x?x? x*x?x?x? ØØ-ØŞÛ? Ø¥Ù?Ø¹ØŞØ` (@HagaiElAd) 19 juillet 2022*

La décision de l'UE de restaurer un dialogue à haut niveau est une réalisation importante pour la Premier ministre israélien Yair Lapid, selon le journaliste israélien Barak Ravid.

Ravid note que c'était un des objectifs clés de Lapid quand il a conquis la position de ministre des Affaires étrangères d'Israël il y a juste un peu plus d'un an.

Un décalage sans principes

Citant un responsable européen de haut rang anonyme, *The Times of Israel* a rapporté lundi que Josep Borrell, le chef de la politique étrangère de l'UE, avait retardé la reprise des réunions du Conseil UE-Israël à cause de l'assassinat de la journaliste d'Al Jazeera Shireen Abu Akleh en mai.

Ce même mois, Israël a aussi annoncé une expansion massive des colonies en Cisjordanie, déclenchant une [rare condamnation](#) de la part de Borrell.

« Il y avait deux choses qui étaient inacceptables en terme de diplomatie à l'assassinat de la journaliste et l'annonce de 4000 nouvelles colonies », a dit le responsable européen anonyme, selon *The Times of Israel*.

« Borrell nous a dit, pouvez-vous imaginer que je vais programmer une réunion de coopération avec les images la télévision, nous allons », a ajouté le responsable.

Mais ce n'était pas une position de principe.

Le pusillanime Borrell s'inquiétait seulement des apparences et pensait qu'il était prudent d'attendre jusqu'à ce que l'assassinat de la correspondante d'Al Jazeera sorte des gros titres avant de donner plus de récompenses à Israël.

Borrell avait indiqué qu'il ne ferait avancer la question que lors de la présidence tchèque de six mois, qui a commencé le 1er juillet, selon *The Times of Israel*.

Et c'est exactement ce qui s'est passé à l'expulsion en cours par Israël de villageois palestiniens de [Masafer Yatta](#) en Cisjordanie occupée entre autres crimes de guerre auxquels l'UE prétend être opposée.

https://twitter.com/EUpalestinians/status/1545485314449350656?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%3Eabunimah%2Ffeu-sides-israel-against-its-own-member-states

1/2 Inquiets par des rapports de plans de colons d'Ã©tablir demain plusieurs nouveaux avant-postes en Cisjordanie occupÃ©e. Il y a aujourd'hui 150 avant-postes illÃ©gaux en Cisjordanie.

2/2 Cette visite vient aprÃ©s que les autoritÃ©s israÃ©liennes ont augmentÃ© les mesures coercitives dans la zone, dont l'entrainement militaire, les dÃ©molitions de maisons, le blocage du mouvement civil, l'entrave aux opÃ©rations d'aide humanitaire et l'Ã©mission d'ordonnances de dÃ©molition Ã© UE et Palestiniens (@EUpalestinians) [8 juillet 2022](#)

« Le fait que 27 ministres des Affaires Ã©trangÃ©res de l'UE ont votÃ© unanimement en faveur d'un renforcement des liens Ã©conomiques et diplomatiques avec IsraÃ©l est la preuve de la force diplomatique d'IsraÃ©l et de la capacitÃ© de son gouvernement Ã© crÃ©er de nouvelles opportunitÃ©s avec la communautÃ© internationale », [a pavÃ©](#) le Premier ministre israÃ©lien, Lapid, aprÃ©s la dÃ©cision de l'UE lundi.

C'est aussi la preuve de la pure lâchetÃ© et de la complicitÃ© volontaire de l'Union europÃ©enne et de chacun de ses membres individuellement.

Ali Abunimah, cofondateur de *The Electronic Intifada*, est l'auteur de *The Battle for Justice in Palestine*, paru chez Haymarket Books. Il a aussi Ã©crit : *One Country: A Bold Proposal to end the Israeli-Palestinian Impasse*. Les opinions exprimÃ©es sont les siennes seules.

Trad. CG. pour l'Agence Media Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

date crÃ©Ã©e

2022/07/22